

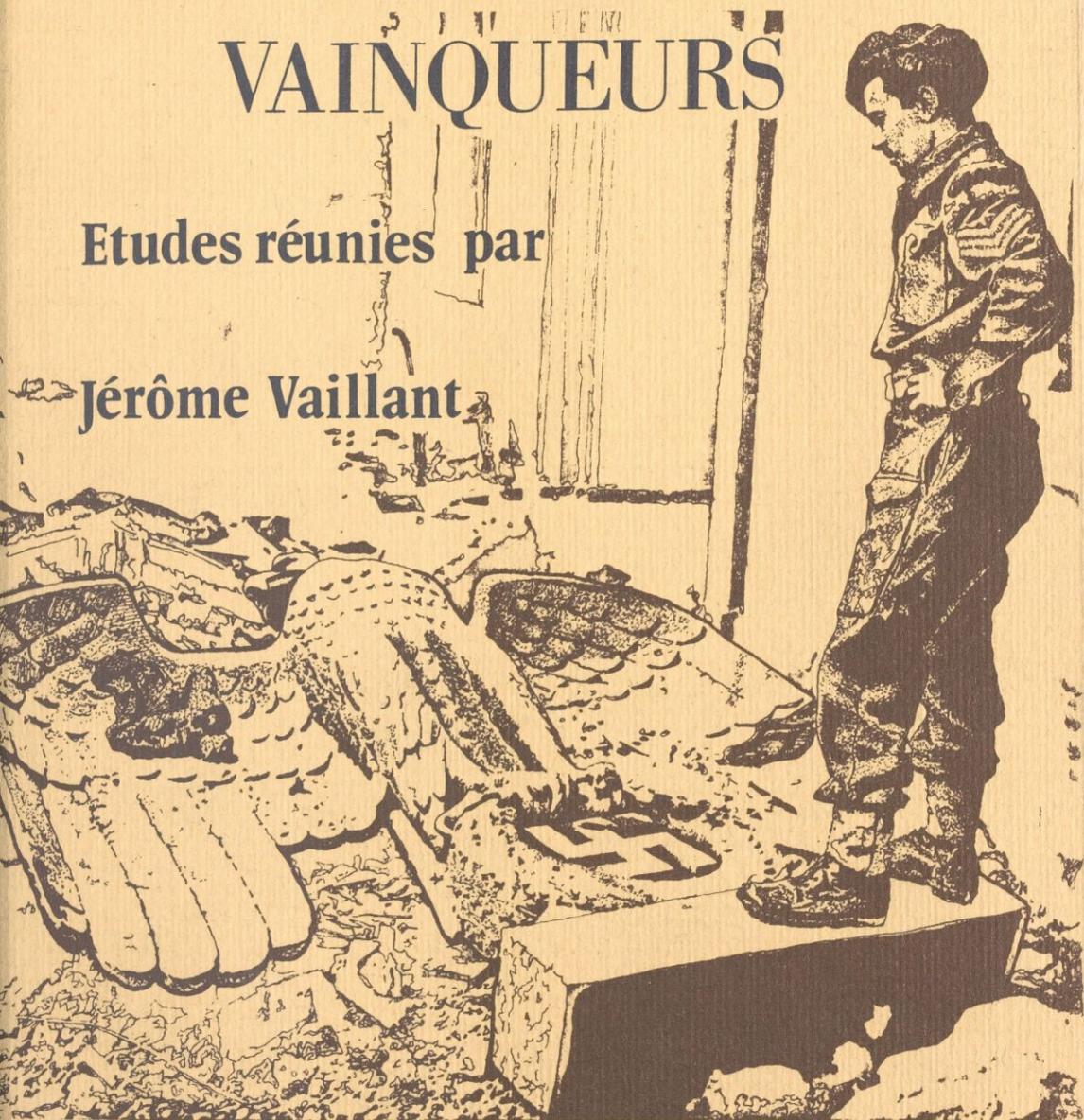
LA DENAZIFICATION

R
PAR LES

VAINQUEURS

Etudes réunies par

Jérôme Vaillant



PRESSES UNIVERSITAIRES DE LILLE

LA DENAZIFICATION PAR LES VAINQUEURS

Textes réunis par Jérôme Vaillant

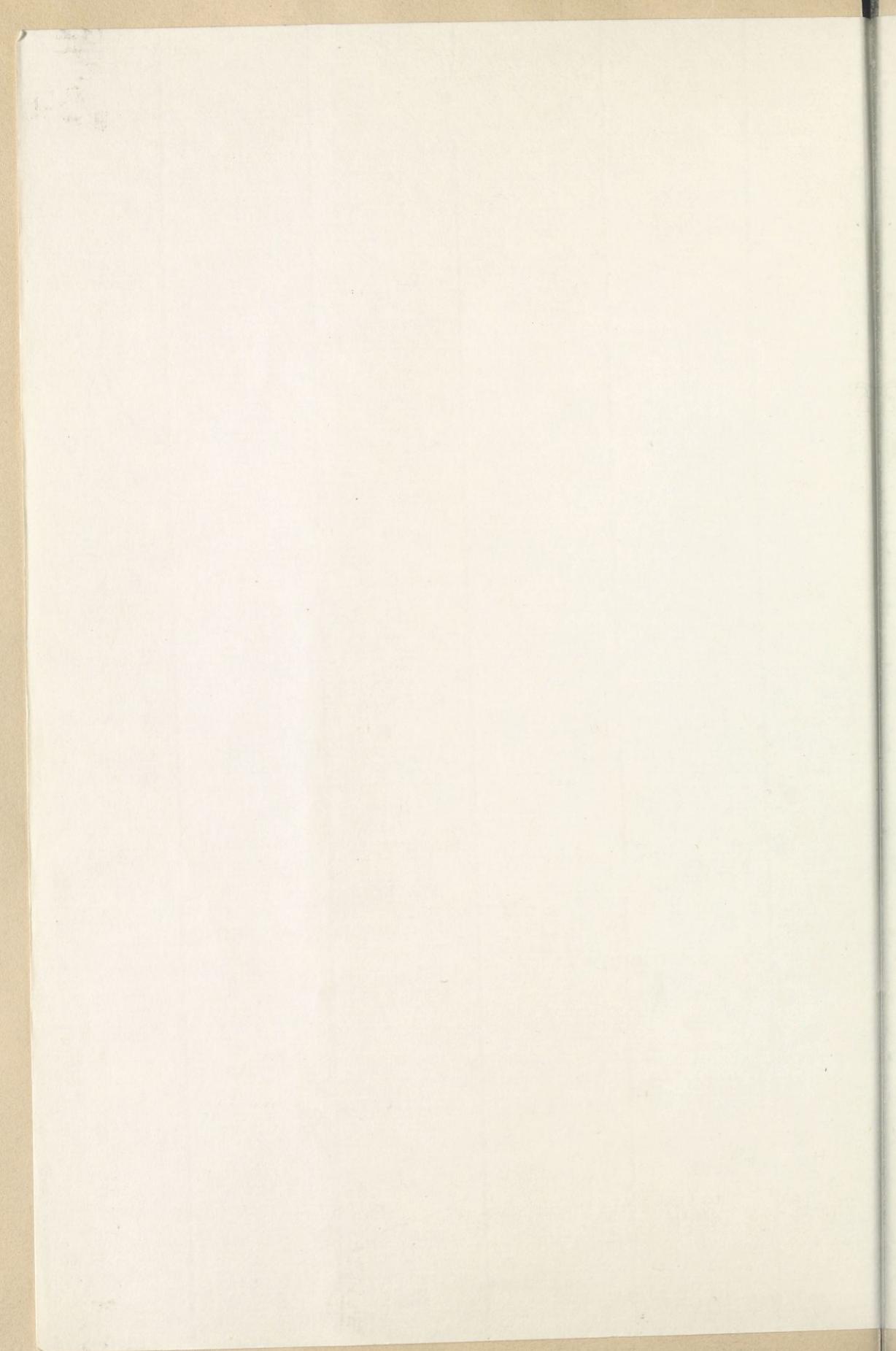
Dénazifier l'Allemagne après l'effondrement du III^e Reich, ce n'était pas seulement pour les occupants une entreprise d'épuration frappant les nazis, c'était aussi une entreprise touchant tous les domaines de la vie d'une société. C'était un problème de civilisation. Dénazifier impliquait donc que l'on veuille aussi éduquer. Le terme de rééducation évoque aujourd'hui avant tout la contrainte et la manipulation des esprits, à l'époque il signifiait que les occupants voulaient *apprendre la démocratie* aux Allemands. Mais à vrai dire, dans la mesure où dénazifier et rééduquer étaient fonction de l'interprétation que les puissances d'occupation faisaient du phénomène nazi, chacune d'entre elles n'a guère cherché qu'à imposer aux Allemands sa propre conception de la démocratie.

Cet ouvrage présente des analyses de chercheurs travaillant sur l'occupation en Allemagne de 1945 à 1949, mais aussi — et c'est là son originalité — des témoignages de ceux qui étaient en zone française d'occupation chargés de la politique culturelle de la France.

La dénazification par les vainqueurs

La politique culturelle des occupants
en Allemagne 1945-1949

8071
43592
(1)



La dénazification par les vainqueurs

La politique culturelle des occupants
en Allemagne 1945-1949

210

M 103
44589
(A)

La dénazification par les vainqueurs

La politique culturelle des occupants
en Allemagne 1945-1949

RÜDIGER BERNHARDT, RENÉ CHEVAL, LILIANE CRIPS,
JACQUES DESHAYES, GEORGES FERBER, ARTHUR HEARNDEN,
HENRI HUMBLLOT, FÉLIX LUSSET, CHARLES MAIGNIAL, JEAN MOREAU,
GEORGE MURRAY, ANGELIKA RUGE-SCHATZ,
RAYMOND SCHMITTLEIN, RENÉ WINTZEN.

ETUDES RÉUNIES PAR JÉRÔME VAILLANT

PRESSES UNIVERSITAIRES DE LILLE

DL-22-04-1981-11071

La Dénazification par les vainqueurs : la politique culturelle des occupants en Allemagne, 1945-1949/Etudes réunies par Jérôme Vaillant ; Rüdiger Bernhardt, René Cheval, Liliane Crips... [et al.].

— Lille : Presses universitaires de Lille, 1981.- 300 p. ; 24 cm.

ISBN 2-85939-152-5

- NAZISME (Anti). ALLEMAGNE. 1945-1949.
- ALLEMAGNE. POLITIQUE CULTURELLE ETRANGERE. 1945-1949.
- POLITIQUE CULTURELLE ETRANGERE. ALLEMAGNE. 1945-1949.
- 943.0 « 1945/1949 ».



Les textes allemands originaux de RÜDIGER BERNHARDT, RENÉ CHEVAL et ANGELIKA RUGE-SCHATZ ont été traduits respectivement par JÉRÔME VAILLANT, JACQUELINE HERMENT et CLAUDE PIERRE.

Les textes anglais de ARTHUR HEARNDEN et GEORGE MURRAY l'ont été par MICHEL MAILLARD et DANIEL BECQUEMONT.

© Presses Universitaires de Lille
ISBN 2-85939-152-5

Book printed in France

La dénazification : un problème culturel

Que faire de l'Allemagne ?, c'est le titre que Pierre Grappin donnait après la guerre à la synthèse qu'il faisait des différentes formes de politique adoptées par les occupants en Allemagne. What To Do With Germany ?, cette même question, Louis Nizer l'avait posée aux Etats-Unis, dès avant la fin de la guerre, dans un ouvrage portant ce titre. Très proche des positions de Lord Vansittard pour qui l'Allemagne était l'« éternel agresseur », l'« ange exterminateur », Louis Nizer estimait que le national-socialisme représentait l'accomplissement de la pensée allemande. En tout Allemand sommeillait le Teuton. Ce n'était pas seulement le gouvernement de l'Allemagne qui avait déclaré la guerre au monde civilisé, mais tout le peuple allemand. Aussi préconisait-il une politique draconienne à l'égard de l'Allemagne vaincue, afin que celle-ci ne puisse plus jamais se relever. Ce rappel nous montre que la réponse à la question ainsi posée à la fin de la guerre, dépendait de l'idée que les vainqueurs se faisaient de l'Allemagne nationale-socialiste, de l'interprétation qu'ils donnaient du phénomène nazi. En d'autres termes, le traitement que chaque puissance d'occupation voulait appliquer à l'Allemagne, était fonction de l'image que chacune avait de l'Allemagne dans son ensemble et du IIIème Reich en particulier.

Pour l'Union Soviétique, le national-socialisme était le fruit des contradictions du capitalisme allemand. On ne pouvait en conséquence en venir à bout qu'en supprimant, par une réforme radicale des rapports de propriété, la base économique qui l'avait engendré. Il s'ensuivait la nécessité de socialiser les moyens de production, en particulier dans l'industrie lourde, en tant que fondement de toute industrie de guerre, comme celle de procéder à une réforme agraire aux dépens des agrariens, les hobereaux à l'Est de l'Elbe, qui avaient soutenu Hitler.

L'Union Soviétique ne pensait pas cependant qu'il fût possible d'instaurer tout de suite le socialisme en Allemagne. En accord avec le Parti

communiste allemand dont elle avait autorisé la reconstitution dès le 10 juin 1945¹, elle estimait qu'il fallait d'abord liquider les séquelles du fascisme dans le cadre d'une action commune à tous les partis antifascistes, qu'ils soient communiste, social-démocrate, chrétien ou libéral. Mais l'ordre démocratique antifasciste ainsi institué représentait aussi la première étape en vue d'un changement des structures de la société allemande. Dénazifier était ainsi pour l'URSS, au delà de l'indispensable processus d'épuration, une entreprise qui visait à bouleverser tous les domaines de la société allemande.

Pour l'Angleterre, c'était, si l'on accepte une formule qui dans son caractère schématique risque de paraître caricaturale, le militarisme prussien et le respect de l'Obrigkeit qui avaient permis l'instauration de la tyrannie nazie. Le poids de la Grande-Bretagne fut décisif lorsqu'il s'agit de voter au Conseil de contrôle interallié de Berlin la loi décrétant la dissolution de l'Etat prussien². A cela s'ajoutait l'idée très répandue en Grande-Bretagne que le national-socialisme était une sorte de maladie qui avait peu à peu atteint toutes les forces vives de l'Allemagne, que c'était la victoire de l'irrationalisme. Une expression souvent utilisée était celle de la « peste brune » pour caractériser le fascisme hitlérien. Le publiciste allemand réfugié à Londres, Sebastian Haffner, montrait dans un livre intitulé *Dr Jekyll and Hyde* (Londres 1940) que le nazisme, c'était la victoire de Hyde sur Jekyll, du mal sur le bien, l'un et l'autre cohabitant en toute personne, mais l'un prenant le dessus sur l'autre dans certaines circonstances. Une telle vision du nazisme ne conduisait pas à remettre les structures de la société allemande en cause, mais plutôt les structures de la mentalité allemande.

Les Etats-Unis, quant à eux, n'ont jamais eu une vision très claire du phénomène fasciste. Ils ont, comme nous essayons de le montrer plus loin dans notre contribution intitulée « Les Etats-Unis face à l'Allemagne nationale-socialiste », toujours hésité entre les interprétations de Lord Vansittard qui les amenaient à assimiler tous les Allemands à des nazis (thèse de la culpabilité collective) et celles qui voyaient dans le nazisme le produit de contradictions récentes dans une société où les forces démocratiques ne l'avaient jamais emporté. Les Etats-Unis ne pouvaient en tous cas voir dans le fascisme le produit des contradictions d'un système économique qui était aussi le leur, le capitalisme. Face à la crise de 1929-1930, n'avaient-ils pas fait face grâce à la politique du New Deal ? Pourquoi l'Allemagne avait-elle, elle, sombré dans le fascisme ? L'explication économique ne leur paraissait nullement satisfaisante, elle leur semblait partielle et surtout entachée d'idéologie communiste. Cela amenait les Américains à vouloir avant tout restaurer l'état qui avait précédé le III^e Reich, c'est-à-dire le système de la République de Weimar. Ils optaient pour une voie qui ne prévoyait pas tant la transformation de la société allemande que le retour à un système parlementaire traditionnel corrigé

au vu des erreurs commises dans le passé et amélioré en fonction de l'expérience américaine.

Du côté français, on retrouve bien des similitudes avec les courants rencontrés en Angleterre. La formule de l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet — « Le national-socialisme c'est la victoire du boche sur l'Allemand. » — est à cet égard significative. Elle rappelle la lutte entre Jekyll et Hyde, mais surtout elle révèle que ce qui importait pour la France, ce n'était pas tant le phénomène nazi que ce que Vladimir d'ormesson appelait l'éternel problème allemand (Paris 1945). On se préoccupait davantage de décrire ce qu'était le caractère national allemand à travers l'histoire, de Frédéric le Grand à Hitler, en passant par Bismarck et Guillaume II, que d'analyser les fondements économiques et sociaux du fascisme — et ce, par delà les divergences idéologiques de la droite et de la gauche³. La conférence que Jacques Deshayes a tenue en 1948 à Paris aux HEC et qui est reproduite dans cet ouvrage, se situe dans cette ligne : la méfiance qui subsiste à l'égard des Allemands, justifie un esprit missionnaire ; dans son action politique et culturelle, les Français partent de l'existence d'une âme allemande dont J. Deshayes dit que « sa disposition latente est à se grouper, à suivre et à obéir sans réfléchir et sans discuter ».

La conscience nationale française reste marquée par les invasions et par les trois guerres de 1870, 14-18 et 39-45. L'exigence de sécurité l'emportait en 1945 sur toutes les autres considérations. Devant l'Assemblée consultative, le Général de Gaulle faisait l'unanimité quand il déclarait le 22.11.1944 : « La France ne peut concevoir de règlement concernant l'Allemagne que s'il nous assure cette fois à jamais la sécurité élémentaire que la nature même a placée sur les bords du Rhin, pour nous comme pour la Belgique, la Hollande, et dans une large mesure, l'Angleterre ».

Il fallait s'assurer qu'aucune agression de l'Allemagne ne soit à l'avenir possible. En cela, la France se rapprochait beaucoup de l'URSS dont la politique européenne visait également à se prémunir contre un éventuel renouveau du danger allemand. C'est que toutes deux, la France comme l'URSS, avaient directement subi sur leur sol la guerre et l'occupation, ce qui n'était pas le cas des Etats-Unis ni de l'Angleterre pour ce qui était de l'occupation. Cette communauté géographique d'intérêts entre la France et l'URSS se retrouvait encore dans leurs revendications en matière économique. Mise à contribution sous l'occupation allemande pour la machine de guerre hitlérienne, la France exploita à son tour sa propre zone d'occupation pour se dédommager et accélérer la remise en route de son économie. En dehors de ces considérations économiques et stratégiques, le reste paraissait accessoire. A ce point que la politique culturelle française a pu sembler être une compensation pour les ponctions économiques opérées alors en zone française. Tel est le sens que Angelika Ruge-Schatz donne à sa contribution : « Le revers de la médaille ».

On ne peut pas pousser trop loin la comparaison entre les politiques de l'URSS et de la France, les ressemblances s'arrêtent là. L'Union Soviétique favorisait l'idée d'un Etat allemand unitaire et centralisé alors que la France se déclarait en faveur d'un fédéralisme extrême en Allemagne, confiante dans l'idée que dans le passé, plus l'Allemagne avait été divisée, moins elle avait été dangereuse pour la France. A l'inverse de l'Union Soviétique, la France ne s'est pas non plus appuyée sur les forces politiques allemandes organisées. Par méfiance, elle pratiqua l'administration directe, entravant l'action des partis et des syndicats, reculant le plus possible le moment de leur rendre responsabilités et compétences.

L'attitude du Directeur de l'Education Publique, le Général Raymond Schmittlein, a ici valeur d'exemple. Traitant de la rééducation du peuple allemand, il expliquait en juillet 1948 pourquoi « la rééducation du peuple allemand ne pouvait être laissée aux Allemands »⁴ : dans la période de l'immédiat après-guerre, donc postnazie, les démocrates ne constituaient encore qu'une infime minorité, le jeu non contrôlé des institutions ramènerait donc inévitablement la réaction et le nationalisme au pouvoir, le corps électoral ayant la même composition que pendant les 12 années du régime hitlérien. R. Schmittlein oubliait que tant qu'il y avait eu des élections libres en Allemagne, il n'y avait pas eu de majorité favorable à Hitler.

La France se distinguait, sur la question de la marge de liberté à accorder aux Allemands, des autres occupants. La contribution de George Murray montre bien où sont les différences entre les points de vue anglais et français. G. Murray a lui-même été officier d'occupation, il manifeste une grande compréhension pour les problèmes que les Allemands rencontrent après la guerre et il a conscience de ce qu'il y a d'anormal à vouloir imposer la démocratie de l'extérieur quand il faudrait pouvoir la faire vivre et partager par les Allemands. Il va jusqu'à se demander si l'occupation du territoire allemand était au fond légitime. Le côté humain l'emporte sur les considérations politiques ou idéologiques. Les Anglais se montrèrent soucieux de laisser les Allemands s'administrer par eux-mêmes sous leur contrôle vigilant et furent en conséquence très tôt favorables à l'idée de leur laisser toujours plus d'initiative et de responsabilités.

L'opposition avec le Directeur français de l'Education Publique était claire. Mais comment s'expliquait l'attitude française ? Si la France était favorable au fédéralisme en Allemagne pour des raisons relevant de la sécurité en Europe, elle était par contre partisan d'un centralisme fort jacobin dans sa propre zone d'occupation. Installé à Baden-Baden, la capitale de la zone française, R. Schmittlein acceptait mal de voir sa politique contrecarrée par les administrations françaises locales, précisément parce que celles-ci tenaient trop compte des intérêts allemands. Voici en quels termes R. Schmittlein décrivaient les représentants locaux de la France en Allemagne : « Chaque petit prince a ses ambassadeurs, disait

La Fontaine ; chaque délégué supérieur a son cabinet, son conseiller politique, son conseiller culturel. Ce ne sont pas simplement les cours des petits princes allemands du XVIII^e siècle que l'on parodie, mais véritablement l'entourage des rois nègres [...]. On peut dire qu'à l'heure actuelle les délégués supérieurs ne cherchent pas à imposer aux Allemands les décisions françaises, mais en se faisant les porte-paroles des objections allemandes, à imposer les vues allemandes à l'administration française ». Et Schmittlein de poursuivre : « Le délégué supérieur est l'homme qui, ignorant tout, veut se substituer à tous et faire tout lui-même. Il est le jouet des Allemands, l'écran entre eux et l'administration centrale, de même qu'il est le mur entre les fonctionnaires français et leurs chefs de l'administration »⁵. Au delà des problèmes politiques qu'elles posent, les difficultés rencontrées par le Südkurier à Constance (Cf. la contribution de Georges Ferber) s'expliquent par l'absence au départ de relations entre le niveau local et le gouvernement central à Baden-Baden, mais aussi, par la suite, par les tentatives de ce dernier de reprendre en mains l'ensemble de l'administration de la zone pour lui imprimer sa marque.

La France, en effet, n'avait pas eu le temps de se préparer de longue date, comme les Américains ou les Soviétiques, à l'occupation de l'Allemagne. L'absence de structures et de directives favorisa donc au départ les proconsulats et les initiatives locales. Mais la réaction de R. Schmittlein s'explique aussi autrement : celui-ci pensait que l'occupation de l'Allemagne allait durer au moins 10 ans, ce qui donnait le temps de mettre en route une politique à long terme, de réaliser une oeuvre durable qui influe sur les institutions et sur les mentalités. La réalisation d'un tel dessein impliquait la mise en place d'une administration centralisée et disciplinée, acquise à l'idée de son chef.

Aussi Schmittlein ne pouvait-il qu'entrer en conflit avec les responsables de la politique française d'occupation en Allemagne, rassemblés au Ministère des Affaires étrangères, quand la France, s'alignant sur les positions anglo-américaines, accepta le principe de la création d'un Etat ouest-allemand. L'administration allemande allait alors échapper au contrôle français et risquait de réduire à zéro la politique française d'éducation qui, en trois ans, ne pouvait espérer avoir durablement modifié quoique ce soit.

Les choix faits par R. Schmittlein — influencer sur les institutions et changer les mentalités — pourraient faire croire que nous nous trouvons là à la croisée des deux grands courants dont nous avons constaté l'existence en matière de politique d'occupation. En fait, ce n'est bien que de la deuxième catégorie que relève l'action française en Allemagne. Seules ont été créées l'Université de Mayence, l'Ecole d'administration de Spire et celle d'interprétariat de Germersheim. Ces institutions nouvelles relevaient de la seule vie culturelle, leur création ne remettait pas en cause les

fondements de la société allemande. Il eût d'ailleurs été illusoire et présomptueux de vouloir changer la société dans le cadre géographique limité de la seule petite zone française d'occupation.

Au delà des différences qui sont apparues d'un pays à l'autre les puissances d'occupation ont eu en commun de vouloir donner, voire imposer aux Allemands leur propre système de valeurs, chacune étant convaincue que la meilleure façon de dénazifier et de démocratiser l'Allemagne, c'était encore de les amener à penser et à vivre comme les Français, les Anglais, les Américains ou les Soviétiques. Les Anglais ont sans doute dans leur pragmatisme le plus respecté les traditions et la mentalité allemande. Il est ainsi frappant de constater que dans le débat qui a lieu en zone britannique sur la réforme scolaire, ce sont des noms allemands qui apparaissent constamment — Schnippenköter, Landahl et Grimme — alors que du côté français, il semble n'y avoir que R. Schmittlein. Cette attitude britannique était à bien des égards conservatrice et Arthur Hearnden constate que « faire participer les Allemands à la remise en place de leur système éducatif impliquait nécessairement la restauration de certaines valeurs traditionnelles ». Mais l'action anglaise a-t-elle été moins profonde que celle des Français que A. Ruge-Schatz dit avoir été bien éphémère ?

Cet ouvrage collectif, en présentant la dénazification comme un processus culturel et non pas seulement comme l'entreprise d'épuration qui a consisté à éloigner de la vie publique et économique les cadres nazis, veut ouvrir des perspectives plus qu'il ne prétend épuiser la question. Il éclaire des aspects souvent inconnus en France ou qui ne sont connus que des seuls spécialistes, historiens, germanistes ou politologues. Certes, sur la zone américaine, on peut avoir le sentiment que tout a déjà été dit, tant est considérable le nombre des témoignages et travaux de recherche publiés à son sujet. Mais il n'en est pas de même pour les autres zones et sur la zone française, il n'y a eu pendant des années que les ouvrages, publiés à l'étranger, de Roy E. Willis⁶ et de Richard Gilmore⁷. Les premières études spécialisées sont récentes, telles que celles de A. Ruge-Schatz⁸, R. Winkeler⁹ et K.-D. Henke¹⁰ qui traitent de la politique scolaire de la France ou de la dénazification. En France même, il n'y avait rien.

Aussi est-ce une des intentions de ce livre que de provoquer auprès des chercheurs et des témoins l'envie d'en savoir davantage ou celle d'en dire davantage. Le champ d'investigation est vaste et même si les archives du gouvernement militaire français sont encore inaccessibles, de nombreuses questions peuvent être abordées dès maintenant. Nous ne voudrions citer que la presse, la radio, le rôle des partis, des Eglises et des syndicats en zone française, etc... Du côté des témoins, constatons que deux des collaborateurs de cet ouvrage annoncent la sortie prochaine d'études plus

substantielles sur ce que furent leurs propres activités en Wurtemberg et à Berlin ¹¹. Ce n'est que lorsque nous disposerons de nombreuses études et monographies sur des questions limitées qu'il sera possible d'écrire l'histoire de l'occupation française en Allemagne après la deuxième guerre mondiale.

En même temps, cet ouvrage devrait permettre de mieux comprendre les Allemagnes d'aujourd'hui, en faisant mieux saisir ce que furent d'une zone à l'autre les tentatives de démocratisation et de dénazification en fonction des objectifs que se fixait chaque occupant. Il permettra peut-être ainsi de relativiser certains jugements hâtifs sur la qualité de la dénazification d'une zone par rapport à l'autre, dans la mesure où il peut montrer qu'il ne peut être que vain de vouloir juger par exemple de la dénazification en zone française ou en zone américaine sur la base des critères établis par l'Union Soviétique. Les Américains ont échoué sur le plan de l'épuration, mais ils voulaient surtout rééduquer les Allemands, ce qui pour eux avait un sens que ce terme n'avait par pour l'URSS. Mais cela ne signifie pas qu'ils n'aient pas voulu dénazifier. Simplement, ils ont voulu le faire autrement que l'Union Soviétique.

Jérôme Vaillant

NOTES

1. L'Union Soviétique autorisa la création de tout parti antifasciste dans sa zone dès le 10 juin 1945. Le 11 juin, le KPD lançait un appel au peuple allemand à qui il soumettait un programme de transition en 10 points ; le 15 juin, le SPD faisait de même avec un programme assez proche de celui du KPD.

2. Loi n° 46 du Conseil de Contrôle, 25.II. 1947, Berlin.

3. Voir à ce propos les études instructives réunies dans *Les relations franco-allemandes 1933-1939*, Actes du colloque international de Strasbourg, CNRS octobre 1975, Editions du CNRS, Paris 1976.

4. Mémoire du Directeur de l'Education Publique Raymond Schmittlein sur la *Situation de l'Education Publique en zone française*, 13.VII.1948, 3374/GCSG/EDU.

5. Rapport du Directeur de l'Education Publique Raymond Schmittlein sur la *Structure de la zone* en date du 30.I.1948, 10800/DGAA/EDU.

6. Cf. Roy E. Willis, *The French in Germany 1945-1949*, Stanford University Press/California 1962.

7. Cf. Richard Gilmore, *France's postwar cultural Policies and Activities in Germany 1945-1956*. Thèse des Sciences politiques, Genève 1973/IV.

8. Angelika Ruge-Schatz, *Umerziehung und Schulpolitik in der französischen Besatzungszone 1945-1949*, Sozialwissenschaftliche Studien, Vol 1, Francfort, Berne, Las Vegas 1977.

9. Rolf Winkeler, *Schulpolitik in Württemberg-Hohenzollern 1945-1952*. Eine Analyse der Auseinandersetzungen um die Schule zwischen Parteien, Verbänden und französischer Besatzungsmacht, Stuttgart 1977.

10. Klaus-Dieter Henke, *Die politische Säuberung in Württemberg-Hohenzollern 1945-1947*, à paraître aux Editions de l'Institut für Zeitgeschichte de Munich.

11. C'est le cas de Henri Humblot et de Félix Lusset (*La Mission culturelle française en Allemagne — Les années berlinoises 1946/1948*, en préparation).

El movimiento cultural en Colombia, desde su surgimiento en los años sesenta, ha estado marcado por una profunda crisis de identidad y de dirección. Si bien inicialmente se presentó como una fuerza renovadora y crítica frente a la cultura oficial, con el tiempo se fue debilitando y perdiendo su capacidad de transformación social. Este debilitamiento se puede explicar a través de varios factores: la falta de una teoría cultural sólida, la fragmentación de las corrientes, la pérdida de los líderes más comprometidos y la cooptación por parte del poder establecido. En consecuencia, el movimiento cultural ha dejado de ser una fuerza crítica y se ha convertido en un mero apéndice de la cultura oficial.

El movimiento cultural en Colombia, desde su surgimiento en los años sesenta, ha estado marcado por una profunda crisis de identidad y de dirección. Si bien inicialmente se presentó como una fuerza renovadora y crítica frente a la cultura oficial, con el tiempo se fue debilitando y perdiendo su capacidad de transformación social. Este debilitamiento se puede explicar a través de varios factores: la falta de una teoría cultural sólida, la fragmentación de las corrientes, la pérdida de los líderes más comprometidos y la cooptación por parte del poder establecido. En consecuencia, el movimiento cultural ha dejado de ser una fuerza crítica y se ha convertido en un mero apéndice de la cultura oficial.

REPertoire DES ABREVIATIONS

- ACJF, Association Catholique de la Jeunesse Française.
AMFA, Administration Militaire Française en Allemagne.
- BILD, Bureau International de Liaison et de Documentation.
BDM, Bund Deutscher Mädel.
- CFDT, Confédération Française du Travail.
CDU, Christlich-demokratische Union (Union chrétienne-démocrate).
CSU, Christlich-soziale Union (Union Chrétienne-sociale, en Bavière).
- DGAA, Direction Générale des Affaires Administratives.
DEFA, Deutsche Film AG (Société de production de films en Zone soviétique, puis en RDA).
- EP, Education Publique.
ECO, Education Control Officer (Officier du Contrôle de l'Education).
- FDP, Freidemokratische Partei (Parti libéral).
- GM, Gouvernement Militaire.
GMZFO (A), Gouvernement Militaire en Zone Française d'Occupation (en Allemagne).
- HJ, Hitlerjugend (Jeunesse Hitlérienne).
- ICD, Information Control Division (Division du Contrôle de l'Information).
- JEC, Jeunesse Etudiante Catholique.
JOC, Jeunesse Ouvrière Catholique.
- KAJ, Katholische Arbeiterjugend (Jeunesse Ouvrière Catholique).
KPD, Kommunistische Partei Deutschlands (Parti Communiste d'Allemagne).
- NSDAP, Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei.
NKFD, Nationalkomitee Freies Deutschland.
ND, *Neues-Deutschland* (organe central du SED).
NZ, *die Neue Zeitung* (organe du gouvernement militaire américain).
- OFAJ, Office Franco-Allemand de la Jeunesse.
OCDE, Organisation pour la Coopération et le Développement Economique.
- PWD, Psychological Warfare Division (Service de la Guerre Psychologique).
- RFA, République Fédérale d'Allemagne.
RDA, République Démocratique Allemande.
- SBZ, Sowjetische Besatzungszone (Zone d'Occupation Soviétique).
SED, Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (Parti Socialiste Unifié, issu de la fusion du KDP et du SPD en 1946 en zone soviétique).
- SHAEF, Supreme Headquarter Allied Expeditionary Forces (Grand quartier général du Corps expéditionnaire interallié).
- SK, *Südkurier* (journal de Constance).
SMAD, Sowjetische Militäradministration (Administration Militaire Soviétique).
SPD, Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate d'Allemagne).
STO, Service du Travail Obligatoire.
- TNP, Théâtre National Populaire.
- ZER, Zonenerziehungsrat (Conseil de l'Enseignement en Zone Britannique).
ZFO, Zone Française d'Occupation.

Les aspects particuliers
de la politique d'occupation française
dans les domaines
de la jeunesse et de l'éducation populaire

Jean Morvan

La politique culturelle de la France

Il faut se demander pourquoi en 1945, après la victoire, le général de Gaulle a nommé de Novergère haut-commissaire culturel. Il faut se demander aussi pourquoi de Gaulle était au début de la seconde occupation, à la fin des années 30, le seul homme à faire les honneurs de la culture dans le Nord-Pas-de-Calais.

Il faut aussi se demander pourquoi la culture dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais n'avait pas retrouvé tout son rôle.

Et, dans ces réflexions, dans ces questions qui sont liées à la culture en France, à la culture d'occupation, faut-il en venir à des actions et des réalisations particulières pour une partie de la France, dans l'incertain, à donner aux relations franco-allemandes un tour imprévu.

Il faut aussi expliquer, à partir de données très concrètes, pour quoi et comment les actions spécifiques d'aide à la jeunesse allemande et de développement des relations entre les jeunes générations du pays occupé et du pays occupant ont pu se faire très rapidement et ont marqué une politique française dont les objectifs initiaux étaient sans doute différents.

Les « engagements de l'histoire » pouvaient conduire en effet en 1945, à être renoués, purifiés et simplifiés à l'esprit de Versailles, mais cela fut bien pour un temps l'inspiration d'une fraction importante des gouvernements alliés.

On n'est pas sûr ainsi par le passé, c'est sans doute — et si on parle de quelque chose de plus, sans oublier que la situation fut plus ou moins comparable après une autre —, parce qu'en 1945 il ne manquait pas de Français qui souhaitent cette répétition de l'histoire.

L'expérience qu'ils avaient eue en matière d'irréversibilité venait du système à travers les opérations successives des alliés puis de part et d'autre, à la fin de la guerre, à l'occupation, à la résistance, à la déportation, les deux années à des périodes multiples autres que celles qui pouvaient suivre deux périodes, les vaincus de Verdun.

La politique culturelle
de la France

Les aspects particuliers de la politique d'occupation française dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire

Jean Moreau

Dans ce deuxième semestre de 1945, tandis que les armées alliées s'installaient et que le tribunal de Nuremberg était hâtivement constitué, la presse parisienne faisait parfois de gros titres sur le sort de la jeunesse allemande, « la jeunesse maudite », toute occupée à créer les maquis du Wehrwolf dans la Forêt Noire.

En réalité cette jeunesse décimée vivait la misère dans les décombres des villes et malheur à ceux qui n'avaient pas retrouvé leurs familles.

Et, dans l'improvisation et les contradictions qui caractérisaient la mise en place du régime d'occupation, naissaient les germes d'actions qui devaient contribuer pour une part difficile à apprécier, mais incontestable, à donner aux relations franco-allemandes un tour imprévu.

Nous souhaitons expliquer, à partir de données très concrètes, pourquoi et comment les actions spécifiques d'aide à la jeunesse allemande et de développement des relations entre les jeunes générations du pays occupant et du pays occupé ont vu le jour très rapidement et ont marqué une politique française dont les objectifs initiaux étaient sans doute différents.

Les « enseignements de l'histoire » pouvaient conduire en effet en 1945, à faire renaître, purement et simplement « l'esprit de Versailles » et telle fut bien pour un temps l'inspiration d'une fraction importante des gouvernants alliés.

S'il n'en fut pas ainsi par la suite, c'est sans doute — et je ne parle ici que pour notre pays, sans oublier que la situation fut plus ou moins comparable chez nos alliés —, parce qu'en 1945 il ne manquait pas de Français qui refusaient cette répétition de l'histoire.

L'expérience qu'ils avaient vécue en assistant à l'irrésistible montée du nazisme à travers les capitulations successives des alliés puis en participant à la guerre, à la captivité, à l'occupation, à la résistance, à la déportation, les avait amenés à des pensées toutes autres que celles qui pouvaient animer leurs pères, les vainqueurs de Verdun.

D'ailleurs les deux guerres de 1914-18 et de 1939-45 avaient été profondément différentes. Dans ce deuxième conflit, plus de front géographique linéaire, derrière lequel s'arc-boutaient les forces de nations entières, mais un brassage sans précédent de populations et, à travers ce brassage lui-même, le front invisible et mouvant de la guerre des esprits. Cette guerre secrète, qui engageait de manière décisive les personnes, entre les tenants de la plus barbare, de la plus monstrueuse des idéologies et tous ceux qui luttèrent, nations et classes confondues, pour la vie et la liberté.

C'est dans le rappel de ces évidences qu'il faut chercher l'explication des contradictions et des originalités imprévues d'une politique d'occupation française, finalement fort différente de celle qui avait été initialement conçue par les responsables.

Le manque de cohérence de cette politique fut, en fait, la conséquence de l'hétérogénéité de ses acteurs. — A côté des tenants d'une orthodoxie coercitive, se trouvèrent en effet, toutes tendances politiques mêlées, ceux qui pensaient que l'esprit de Versailles avait engendré Hitler — ou plutôt son succès — et qui disaient, avec Joseph Rovin, que l'Allemagne future serait déterminée, au moins pour partie, par « nos mérites » c'est-à-dire l'aptitude des vainqueurs à dépasser la vindicte et à rechercher les conditions du vivre ensemble.

Il n'est pas surprenant que les hasards des aventures et des choix personnels aient fait que, pendant cet été 1945, la création des services du gouvernement militaire qui devaient avoir en charge particulière le contrôle de l'éducation ait suscité l'intérêt d'un certain nombre de ces hommes. D'origines et d'options politiques diverses, ils avaient en commun, qu'ils fussent ou non germanistes, une connaissance de l'Allemagne d'avant-guerre, une expérience d'éducateurs, une participation aux actions et aux mouvements d'idées qu'avait engendrés la résistance.

Certes les Services d'éducation ne constituaient pas le seul cadre d'action des occupants de ce type. Dans ce système féodal que constitua le Gouvernement Militaire, il ne manqua pas de délégués de cercles, ou de districts, de gouverneurs de Länder, de collaborateurs de l'Administrateur Général ou du Général Commandant en chef qui, noyés dans la masse, oeuvrèrent spontanément dans le même sens, sans directives ni concertation préalable, à partir de leurs initiatives les plus personnelles.

Il n'en reste pas moins que la « Direction de l'Éducation Publique du GMZFOA » constitua l'une des structures d'accueil les plus importantes pour des hommes soucieux de tirer les leçons du passé dans un sens constructif. Et ceci doit être mis, sans contestation possible, à l'actif de celui qui fut son créateur et son animateur pendant près de cinq ans, Raymond Schmittlein.

Ce n'est pas ici le lieu de faire le portrait de cet homme hors série, aux traits extraordinairement contrastés, ni de conter sa vie riche en aventures et en batailles passionnées, ni d'inventorier ses travaux littéraires

variés. Bornons nous donc à quelques remarques essentielles pour fonder notre appréciation positive et reconnaissante, face à des contestations sans doute nombreuses et partiellement fondées. Ce germaniste appartenait à la catégorie de ceux qui pensaient et disaient bien haut qu'il fallait ramener l'Allemagne à la forme confédérale, l'occuper longtemps, lui imposer de profondes transformations de ses structures essentielles. « J'entreprends un travail de quinze ans » déclarait-il, en s'attaquant, dans la petite zone d'occupation française, à la transformation du système scolaire et universitaire allemand, à l'édition de nouveaux manuels scolaires ou à la création d'écoles normales destinées à former « un nouveau type d'enseignant allemand ». Les événements devaient lui donner tort et les oppositions l'obliger à transiger. Mais son réalisme corrigeant un dogmatisme excessif devait lui permettre de laisser, dans cette petite zone d'occupation, des traces durables et significatives de son action personnelle et de celle de ses collaborateurs les plus proches : l'Université de Mayence ressuscitée, l'École d'Administration de Spire, l'Institut d'Interprètes de Germersheim et un certain nombre d'Académies pédagogiques. Toutes créations qui visaient, dans son esprit, à faire de cette zone, dans le futur, un pont entre les deux pays voisins, un lieu de symbiose culturelle. L'action qu'il mena d'autre part pour implanter de nombreux Instituts ou Centres Culturels français d'abord dans la ZFO, puis dans l'ensemble de l'actuelle République Fédérale devait enraciner l'influence française.

Mais outre ses capacités de créateur et de bâtisseur, Raymond Schmittlein possédait aussi qualités et défauts d'un grand féodal. Apte à prendre des risques considérables et à se créer, par des moyens surprenants, les moyens d'une relative indépendance administrative et financière, il était naturellement capable de reconnaître la même liberté d'action, le même droit au risque et à l'erreur à ses collaborateurs, capable de leur faire crédit et de les couvrir au besoin, attendant d'eux même loyauté et même soutien.

Le fief qu'il s'était taillé était vaste, puisqu'il englobait, non seulement le contrôle du système scolaire et universitaire, mais aussi les relations artistiques, puis le contrôle de la radio, enfin les activités intéressant les sports, la jeunesse et l'éducation populaire. En dépit des oppositions les plus autorisées, il ne devait cesser de l'étendre et de le consolider jusqu'au jour où la naissance et la reconnaissance de la République Fédérale devaient le conduire à renoncer à son rêve et à ses pouvoirs, pour rentrer en France et tenter une nouvelle aventure, celle de la vie parlementaire.

Il est clair que les actes de ce proconsulat culturel ne pouvaient ni ne devaient laisser indifférents les Ministères français directement concernés : Affaires Etrangères — et Commissariat aux Affaires Allemandes et Autrichiennes — et, d'autre part, Education Nationale. A la mise en question de certaines options et initiatives de Raymond Schmittlein

devaient normalement s'ajouter des préoccupations plus fondamentales. Le régime d'occupation, tel qu'il avait été conçu en 1945, devait disparaître un jour, cela devenait clair dès 1947, et il faudrait lui substituer des structures de relations bilatérales, fondées sur d'autres principes. Cela semblait particulièrement évident à ceux qui souhaitaient à Paris, établir des relations culturelles positives entre la France et la future démocratie allemande. Il semblait donc logique de penser que cette mission ne pouvait être assumée par l'homme et par les Services auxquels incombaient, sous le régime d'occupation une action de contrôle. C'est pourquoi à plusieurs reprises, entre 1947 et 1950 on devait voir ces Ministères se distancer de l'expérience Schmittlein et en préparer la liquidation.

Mais, là encore, la forte personnalité de Raymond Schmittlein devait faire front. Non seulement il ne devait pas être évincé de son fief, mais il devait contrôler et assumer la nécessaire mutation par laquelle la « Direction de l'Education » du GMZFO devait devenir Direction Générale des Affaires Culturelles du H^t Commissariat de la République Française en Allemagne. Ce n'est pas réduire le mérite de R. Schmittlein que de souligner que la réussite de cette opération fut sans doute facilitée par le fait que la plupart de ses collaborateurs, dans leurs secteurs de responsabilités, avaient abandonné depuis longtemps le concept de contrôle pour lui substituer celui de coopération culturelle constructive avec leurs partenaires allemands. C'est pourquoi finalement, l'héritage de Raymond Schmittlein fut repris en compte pour partie par les Allemands eux-mêmes (Mayence, Spire, Gernersheim etc...) pour partie par le Quai d'Orsay (Instituts et Centres Culturels, politique des rencontres de jeunes etc...).

Cette longue évocation du rôle personnel de cet homme peut paraître sortir du sujet de cette étude très sectorielle. Si nous avons voulu la faire, c'est parce que l'action particulière du Service de la Jeunesse et de l'Education populaire, dont les motivations essentielles furent, à bien des égards différentes de celles de Raymond Schmittlein, n'aurait pas été possible sans l'accord et l'aide constante de celui-ci.

Dans la première phase de l'occupation, c'est un « bureau de la jeunesse » qui fut créé, parallèlement à un « bureau des sports », et voué comme lui à une tâche de contrôle. L'ensemble des deux bureaux constituait une « sous direction de la jeunesse et des sports » placée sous l'autorité de Henry Moinard, agrégé d'allemand. Deux années plus tard environ, le bureau de la jeunesse, enrichi par l'arrivée de Joseph Rovon, devint bureau de la jeunesse et de l'éducation populaire. Puis en 1948, lors de la transformation de la Direction de l'Education publique en Direction Générale des Affaires Culturelles, la Sous Direction Jeunesse et Sports fut supprimée et le bureau « jeunesse et éducation populaire » devint « Service des Rencontres Internationales ». Au delà des changements de structures formelles, cet avatar administratif ne faisait que tra-

duire l'évolution des options et des activités de ce Service.

Au niveau des Länder on retrouvait, de 1945 à 1948, un Service Jeunesse et Sports qui relevait de l'autorité technique de Baden Baden et de l'autorité politique plus immédiate du « Gouverneur » du Land. A Baden-Baden comme dans les Länder, le personnel en charge dans ce secteur était composé pour une large part de germanistes très qualifiés et pour le reste d'éducateurs, d'enseignants qui avaient acquis leur expérience en France, notamment dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire. Hommes et femmes qui avaient choisi personnellement ce nouvel engagement, en fonction d'options politiques ou philosophiques diverses et dont les personnalités marquées pouvaient difficilement coopérer sans quelques tensions.

Pourtant celles-ci n'empêchèrent pas la formation d'un consensus constructif qui devait se réaliser assez aisément à partir d'analyses et d'options relevant du simple sens commun : nécessité d'aider une jeunesse allemande désarmée et de lui faciliter l'insertion dans les structures d'une future démocratie allemande, nécessité de demander et d'obtenir l'assistance des milieux français susceptibles de participer à cette tâche. En faisant référence à cet indispensable appui logistique de « l'arrière » que constituait l'opinion publique française, sans doute convient-il de souligner qu'en effet la poignée de « fonctionnaires » appartenant au Service de la Jeunesse et des Sports, noyée dans une administration pléthorique et introvertie, n'aurait pu aller de l'avant si elle n'avait rencontré rapidement des initiatives convergentes, en Allemagne même et aussi en France.

Sans doute aussi faut-il insister sur le fait que ces encouragements ne vinrent pas des Ministères concernés. Le Quai d'Orsay, jusqu'à l'arrivée de Robert Schuman, devait en effet considérer avec réserve et parfois même réprobation des initiatives qui transgressaient parfois ses directives les plus formelles. Quant à la Direction Générale de la Jeunesse et des Sports, directement concernée par ces mêmes initiatives, elle préférait résolument les ignorer.

Quelles furent donc les principales initiatives privées dont la convergence spontanée avec l'action du Service Jeunesse et Education Populaire devait permettre, en quelques années, la création d'un courant d'opinion suffisant pour infléchir le futur ?

A tout seigneur tout honneur. La priorité absolue de l'initiative doit être reconnue à Jean du Rivau, le fondateur du Bureau International de Liaison et de Documentation et des revues *Documents* et *Dokumente*, l'initiateur des premières rencontres franco-allemandes de haut niveau à Royaumont, Lahr etc. Caractériser la personnalité hors série de ce jésuite de choc nous conduirait sans doute à lui trouver quelques points de ressemblance avec Raymond Schmittlein — et aussi à constater que les relations entre ces deux grands féodaux ne furent pas toujours pacifiques.

Mais ceci n'est que de la petite histoire et il faut bien constater que les actions du BILD et celles du Service Jeunesse et Education Populaire s'harmonisèrent et se complétèrent sans problèmes sérieux.

On situera sur le même plan, quant à la qualité de l'inspiration et à l'importance des initiatives, les apports personnels de ces deux hommes qui possèdent en commun, avec la double culture française et allemande, l'intelligence lucide et exigeante et la passion durable de travailler, sans concessions, à l'honnêteté du dialogue franco allemand : Joseph Rován et Alfred Grosser.

A peine rentré de Dachau, engagé dans la rédaction d'*Esprit* et dans l'animation du mouvement « Peuple et Culture », Rován publie en novembre 1945, dans la revue d'Emmanuel Mounier cet article : « l'Allemagne de nos mérites », qui fera date, ouvrira une voie et touchera, parmi de nombreux lecteurs, le signataire de ces lignes. Celui-ci ira trouver Rován, rue Jacob, et lui demandera d'accepter de venir, à Baden Baden, étudier les possibilités d'apporter son concours au travail à peine engagé. Ce sera le point de départ de la prise en charge par Joseph Rován, dans des conditions administratives précaires et difficiles, du secteur « éducation populaire », qu'il animera pendant cinq ans, de sa foi, de sa fougue, de son sens des contacts et de son exigence intellectuelle et morale.

Un peu plus tard, le tout jeune Alfred Grosser fait ses premières armes en publiant dans *Combat* en juin 1947 une série d'articles sur la jeunesse allemande. Grâce à Emmanuel Mounier il trouvera rapidement la voie par laquelle il servira les mêmes idées. Pendant l'hiver 1946 - 1947, Mounier utilisant comme base logistique le « Bureau Jeunesse » du GMZFO et piloté par le responsable de celui-ci, avait parcouru les zones françaises et américaine pour chercher et trouver des interlocuteurs capables d'exprimer l'essentiel des réactions des intellectuels allemands en ce moment de l'histoire de leur pays. Parmi eux au premier rang, Walter Dirks et Eugen Kogon, coresponsables des *Frankfurter Hefte*. De ce périple était sorti le numéro spécial de juin 1947 : « les Allemands parlent de l'Allemagne » et peu de temps après, une création plus ambitieuse, celle du « Comité Français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle ». C'est dans cette structure qu'Alfred Grosser devait trouver le cadre d'une action durable et politiquement significative. Mounier avait su constituer un impressionnant éventail de représentants des formations politiques, de l'Université, des lettres, des églises, tous résistants notoires. Ce n'est pas le lieu d'analyser la diversité des initiatives du Comité qui, pendant quinze ans, devait parler clairement et fermement chaque fois que les relations franco-allemandes étaient mises en question. C'est ainsi que le Comité n'épargna pas ses critiques aux aspects contestables de la politique d'occupation. Mais en même temps il soutint avec fermeté les actions constructives que pouvait comporter celle-ci et entretint, en particulier,

des relations d'amicale et durable coopération avec le Service de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire.

De nombreuses initiatives privées de même inspiration méritent, elles aussi, d'être évoquées. Qu'on nous pardonne si cette énumération est incomplète.

Sans disposer d'un instrument tel que le BILD, l'Église réformée de France devait très tôt se préoccuper d'établir le dialogue avec les Églises protestantes allemandes. A une première réunion organisée dans la Forêt Noire à Königsfeld en février 1947, avec l'aide technique du Service Jeunesse, devait succéder la création d'un organe de liaison permanent, animé par André Philip, Ricoeur, les Pasteurs Dumas, Chevalier, Casalis, Finet, directeur de *Réforme*.

Les grandes organisations laïques françaises n'étaient pas en reste. Dès 1946, la Ligue Française de l'Enseignement installait dans la Forêt Noire, au Kniebis, un centre permanent de rencontres animé par Albert Jenger et qui assumait la tâche d'établir les contacts entre les mouvements laïques français et les groupements éducatifs allemands d'inspiration comparable : Anthroposophes, Naturfreunde, Jeunesses socialistes etc...

A la même époque dans le Palatinat, à l'ombre de la cathédrale de Spire, un jeune officier d'ardente inspiration catholique, Jacques Roland Gosselin, créait lui aussi, avec des moyens de fortune, un centre de rencontres. Celui-ci devait devenir rapidement un pôle d'attraction significatif puisqu'il accueillait entre autres, en 1947, une rencontre internationale de jeunes journalistes et surtout la première rencontre franco-allemande — avec participation belge — d'historiens désireux d'examiner ensemble le contenu de l'enseignement de l'histoire dans leurs pays respectifs. Cette rencontre, suivie d'une autre, devait ouvrir la voie aux travaux de l'Unesco, puis du Conseil de l'Europe en ce domaine.

Il faudrait mentionner encore les premières initiatives des mouvements de jeunesse française et celles d'une nouvelle catégorie d'organisations françaises nées après la Libération, du besoin vivement ressenti de redécouverte du monde, les associations d'échanges internationaux. Parmi les plus novatrices dans le domaine des échanges franco-allemands sans doute faut-il mentionner le « Centre d'Echanges internationaux », animé par Guy Madiot, puis Hervé Dufresne.

Cette longue énumération constituait, rappelons-le, un inventaire des forces vives dont les actions s'étaient conjuguées, pragmatiquement, avec celles du Service Jeunesse et Education Populaire. En serait-il de ce dernier comme de l'Arlésienne, dont on parle toujours et qu'on ne voit jamais ? Le moment est venu, ayant déjà évoqué l'avatar administratif de celui-ci, d'en analyser l'action, à partir des choix élémentaires qui ont inspiré celle-ci.

Officiellement, la première tâche de ce Service était, rappelons-le, d'organiser le « contrôle de la jeunesse allemande » en ZFO. Le consen-

sus existant entre les responsables de ce contrôle dans les Länder, Jacques Deshayes en Bade, Henri Humblot en Wurtemberg, Pierre Schwarz en Rhénanie-Palatinat et le responsable du Service à Baden-Baden, Jean Moreau, impliquait qu'il ne pouvait être question d'interpréter cette mission dans un sens coercitif. L'analyse très simple que ces hommes faisaient ensemble partait du postulat que la disparition de l'emprise totalitaire nazie sur la jeunesse n'avait pas créé en Allemagne un vide absolu. Les groupements d'origine politique ou confessionnelle n'avaient pas cessé d'exister, dont les attitudes vis-à-vis du régime étaient allées de la résistance passive à la résistance active. Ces forces devaient normalement reprendre vie et contribuer à la reconstitution progressive d'une société pluraliste et démocratique. Il s'agissait donc de leur reconnaître rapidement les moyens de reprendre contact avec une jeunesse désemparée, dispersée, sans horizon, ce qui semblait d'autant plus aisé que l'Allemagne avait nourri, avant le nazisme, une tradition vivante des « Jugendbewegungen ». A cette volonté d'aider à la renaissance de ces mouvements se mêlait chez ces quelques fonctionnaires français, le souci de rétablir les contacts entre les jeunes Allemands et leurs contemporains, d'ouvrir toutes grandes les fenêtres sur le monde extérieur après les 13 années d'intoxication nationale-socialiste. Ce souci était partagé par les Anglais et les Américains, dans leurs zones d'occupation respectives. Mais les Français, avec un optimisme teinté de fraîche naïveté, pensaient que le contact entre jeunes Allemands et Français pouvait être particulièrement fécond et opportun, parce que les organisations françaises, à travers l'expérience de la guerre, de l'occupation, de Vichy et de la résistance, avaient beaucoup réfléchi et innové. Elles étaient alors en pleine santé, ainsi que devait en témoigner l'impact de leur action au sein des partis, des syndicats, du monde rural, des églises.

La conception d'un contrôle positif des activités de jeunesse devait nécessairement s'exprimer par l'élaboration d'une procédure « d'agrément » des mouvements de jeunes, en un temps où toute activité associative était soumise à autorisation de la puissance occupante. L'une des premières préoccupations du « Service de la jeunesse » fut donc de soumettre à la signature du Général Commandant en chef une ordonnance, très simple, définissant conditions et modalités de cet agrément, plus ou moins inspirée par la pratique française alors en vigueur. Mais, pendant la période d'élaboration de ce texte, il avait paru opportun aux responsables de ce Service d'établir des contacts d'une part avec leurs homologues des trois gouvernements militaires alliés, d'autre part avec les responsables des diverses familles spirituelles ou politiques allemandes en charge de ces problèmes.

Le seul contact quadripartite des « officiers de jeunesse » devait avoir lieu pendant l'hiver 1946, dans le cadre romantique et enneigé d'un château médiéval du Wurtemberg. S'il fut empreint d'une apparente cordia-

lité, marquée par de longues soirées et de nombreux toasts aux quatre chefs d'Etats, on ne sera pas étonné d'apprendre qu'il fut sans lendemain. Il engendra toutefois des relations amicales entre les trois Services « occidentaux ». Cette cordialité devait marquer surtout les relations franco-britanniques, l'inspiration de nos alliés britanniques donnant plus d'importance aux impondérables psychologiques que la démarche, essentiellement pratique, des services américains. C'est pourquoi l'on verra dans les années suivantes, un certain nombre de rencontres franco-allemandes importantes se développer dans le cadre de la zone d'occupation britannique. Cette constatation conduit directement à l'évocation des contacts qui furent établis, dès 1946, par les « officiers de jeunesse » français avec les responsables des organisations de jeunesse allemande en voie de renaissance en vue de donner sa pleine signification à la mise en place du système d'agrément de celles-ci et, plus encore, d'ouvrir la voie aux relations franco-allemandes.

Le respect des directives du Quai d'Orsay aurait dû conduire ces « officiers » à s'en tenir strictement, pour ces prises de contacts, au cadre des Länder constituant la ZFO. Mais il était trop évident qu'ils ne rencontreraient pas à Fribourg, Tübingen ou Coblenche les inspireurs des grandes familles spirituelles. C'est pourquoi les uns et les autres prirent en toute bonne conscience leurs bâtons de pèlerins pour aller rencontrer ces inspireurs là où ils étaient : les catholiques à Cologne et Altenberg, les protestants à Stuttgart, les socialistes à Hanovre. Dans leur esprit c'était le meilleur moyen d'établir des relations confiantes et durables, non soumises aux servitudes immédiates du régime d'occupation.

Naïveté n'est pas excuse. De telles initiatives ne pouvaient manquer de susciter des réactions du Département, assortie de menaces de sanctions. Celles-ci eussent sans doute mis fin à ces entreprises, sans l'énergique intervention de l'Administrateur Général Laffon, inspirée par son jeune collaborateur, Jean Ripert.

Cet encouragement à la renaissance des mouvements de jeunesse allemands par les trois puissances occidentales devait aboutir rapidement à la réorganisation de ceux qui avaient préexisté au nazisme : Bund der Katholischen Jugend, Evangelische Jugend, Rote Falken, Naturfreunde, ainsi que des Jugendherbergen. Des mouvements nouveaux tels que la KAJ (JOC allemande) devaient voir le jour, avec l'aide des alliés. La renaissance d'un scoutisme allemand ne devait pas aller sans quelques luttes d'influences entre britanniques, tenants de l'orthodoxie de Baden Powell qui voulait un scoutisme unifié, et Français, partisans d'un pluralisme scout à l'image du scoutisme français. Et les premières rencontres franco-allemandes de responsables de mouvements de jeunesse ne devaient pas tarder à suivre. Après diverses rencontres bilatérales entre partenaires de même tendance, une plus large réunion devait être organisée au printemps 47 dans le cadre du Jugendhof Vlotho, en Westphalie.

Ce centre créé par Klaus von Bismarck avec l'appui britannique exerçait alors une influence certaine sur la formation des cadres de jeunesse et leur initiation aux réalités internationales. Dans la belle ferme westphalienne qu'il occupait, pendant deux jours, responsables français et allemands analysèrent la situation de leurs pays respectifs dans un dialogue à bien des égards exemplaire par son exigence et sa densité. Cette confrontation mettait en lumière un consensus étonnant des intervenants français face à des jeunes Allemands qui réalisaient qu'ils n'avaient pas, en cet instant, de langage commun. Chacun d'eux avait vécu la clandestinité et la guerre enfermé dans son groupe, en position défensive, alors que les Français avaient eu la faculté de se rencontrer. Chez ces derniers, les vedettes étaient René Rémond, alors président de l'ACJF, Joseph Rovin et Benigno Caceres au titre de Peuple et Culture, Eugène Descamps, alors président de la JOC avant de devenir premier secrétaire général de la CFDT, Lestage qui représentait la Ligue de l'Enseignement et Michel Dupouey les Camarades de la Liberté.

C'est à Vlotho que devait prendre forme un dialogue qui n'a pas cessé depuis et sans lequel il n'eut pas été possible, en 1963, d'inclure dans le traité franco-allemand la création de l'OFAJ.

Cette solide relation bilatérale une fois établie, il s'imposait d'aider le Bundesjugendring naissant à s'insérer, comme il le désirait, dans la vie internationale plus large des organisations de jeunesse.

Au lendemain de la guerre un effort sans précédent avait été tenté pour réunir toutes ces organisations, au niveau mondial, dans la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique. Mais deux ans plus tard il était devenu clair que cette organisation était trop largement inspirée et contrôlée par les jeunesses communistes et leurs « compagnons de route ». La dégradation des relations politiques entre les alliés et les débuts de la guerre froide s'ajoutant à cela devaient provoquer le retrait de la plupart des mouvements de jeunesse du monde occidental et la création par eux, avec l'appui anglo-saxon, de la « World Assembly of Youth ». Cette organisation, devait s'attacher au cours des décennies suivantes non seulement à regrouper les mouvements de jeunes du monde « capitaliste », mais aussi à stimuler et à aider la naissance des mouvements de jeunesse dans le tiers monde et, à travers eux, le processus de combat pour la décolonisation.

Le Service Jeunesse du GMZFO s'employa à faciliter les prises de contact entre les responsables du Bundesjugendring et ceux de la WAY, au premier rang desquels figurait le secrétaire général Paul Mercereau, qui s'était vu confier cette responsabilité après avoir été le Président de l'« Union Patriotique des Organisations de Jeunesse Française » dans la clandestinité.

A partir de la création du « Deutscher Bundesjugendring », nous l'avons vu, les relations franco-allemandes s'étaient normalisées et leurs

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

Introduction	
JÉRÔME VAILLANT, La dénazification : un problème culturel.....	7
— Les analyses du fascisme faites par l'Union Soviétique, l'Angleterre, les Etats-Unis, la France.....	7
— La rééducation du peuple allemand dans l'optique de Raymond Schmittlein.....	10
— Présentation de l'ouvrage.....	12
Répertoire des abréviations.....	15
I — La politique culturelle de la France	
JEAN MOREAU, Les aspects particuliers de la politique d'occupation française dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire.....	19
— Les enseignements de l'histoire.....	19
— Le personnage de Raymond Schmittlein.....	20
— La sous-direction de la jeunesse et des sports.....	22
— Les initiatives privées : Jean du Rivau, BILD, <i>Documents et Dokumente</i>	23
— Le Comité Français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle.....	24
— La renaissance des organisations de jeunesse allemande.....	26
— L'éducation populaire.....	29
— Les rencontres internationales.....	30
— La rencontre sur le rocher de la Lorelei (1951).....	32
— Les perspectives.....	33
HENRI HUMBLLOT, Contrôle et incitation des mouvements de jeunesse en Wurtemberg du Sud - un témoignage vécu de 1945 à 1949.....	37
— Absence de directives et problèmes de coordination.....	37
— Le contrôle.....	40
— L'incitation : la Culture populaire. L'amnistie de la jeunesse.....	42
— La reprise des Universités populaires.....	42
— Les rencontres internationales.....	44
— Les clandestins - contacts clandestins avec H. Hartmann.....	47
— Le camp de travail volontaire de Bad Teinach.....	49
— La création du « Internationaler Bund-Jugend-und Sozialwerk ».....	50
RENÉ CHEVAL, L'Université de Tübingen pendant la période d'occupation.....	53
— Comment liquider le passé.....	53
— L'état des bâtiments universitaires.....	55
— Les enseignants et les étudiants.....	56
— Les innovations.....	59
GEORGES FERBER, Vicissitudes ou les débuts de la presse à Constance en 1945-1946.....	63
— Préambule.....	63
— Les débuts de l'occupation.....	64
— Du 2 mai au 5 septembre 1945 : les affiches et les moyens matériels.....	65
— L'imprimé de mai à septembre 1945.....	67
— La naissance d'un journal.....	69
— Les premiers pas.....	72
— Première incartade : polémique sur l'épuration.....	74
— Le <i>Südkurier</i> et le Mouvement « Das neue Deutschland ».....	78
— Deuxième incartade : « Enfant terrible ».....	81
— Annexe : Textes traduits de <i>Dokumentation der Zeit</i> et assortis d'un commentaire critique.....	86

FÉLIX LUSSET, Un épisode de l'histoire de la Mission Culturelle Française à Berlin (1946-1948) - Sartre et Simone de Beauvoir à Berlin à l'occasion des représentations des <i>Mouches</i> au théâtre Hebbel (janvier 1948).....	91
— La création de la Mission.....	91
— Berlin 1946-1947 : Renaissance du théâtre.....	92
— L'hiver 1947/48 et <i>Les Mouches</i> au Hebbel-Theater.....	93
— <i>Les Mouches</i> à Paris en 1943 sous l'occupation.....	94
— <i>Les Mouches</i> à Berlin en janvier 1948.....	95
— Les réactions soviétiques.....	96
— Sartre à Berlin.....	97
— La représentation vue par la presse du secteur soviétique.....	100
ANGELIKA RUGE-SCHATZ, Le revers de la médaille. Contradictions et limites de l'apport culturel du gouvernement militaire français en Allemagne.....	105
— Les malentendus franco-allemands.....	105
— Les créations françaises.....	106
— La rééducation selon R. Schmittlein.....	107
— L'école confessionnelle.....	108
— La formation des instituteurs.....	108
— Les manuels scolaires.....	109
— Les positions de l'Eglise catholique et les réactions de R. Schmittlein.....	109
— <i>Documents</i> : Lettre de l'Evêque de Mayence au Général Schmittlein (4.10.1946) - Original allemand.....	112
— et traduction française.....	114
— La réponse du Directeur de l'Education publique à Monseigneur A. Stohr.....	116
<i>Les revues en zone française (J. V.).....</i>	121
RENÉ WINTZEN, Initiatives privées et personnelles : les revues <i>Documents</i> et <i>Dokumente</i> , <i>Vent debout</i> et <i>Verger</i>	123
— Le n° 1 de <i>Documents</i>	123
— Le père du Rivau et le rôle de l'Eglise dans la reconstruction de l'Allemagne.....	124
— Mes activités de lecteur d'Université populaire et de journaliste.....	127
— <i>Verger</i> et <i>Vent debout</i>	129
CHARLES MAIGNIAL, La revue <i>Aussprache</i>	131
— La naissance de la revue.....	131
— Les objectifs formulés dans le n° 1.....	132
— Les collaborateurs.....	133
— La perspective européenne.....	134
Documents	
RAYMOND SCHMITTLEIN, La rééducation du peuple allemand. Rapport du 27.1.1948, 10711/DGAA/EDU.....	139
JACQUES DESHAYES, Le problème de la jeunesse allemande. Conférence faite aux HEC à Paris en 1948.....	157
II — La politique culturelle de l'Angleterre	
ARTHUR HEARNDEN, L'enseignement dans la Zone Britannique.....	165
— Lendemain de rentrée scolaire.....	165
— La Rhénanie du Nord-Westphalie.....	169
— Le Schleswig-Holstein.....	173
— Hambourg.....	177
— La Basse-Saxe.....	180
— Le Conseil de l'Enseignement de la Zone britannique.....	185
— Le rôle des Britanniques.....	187